Burundi : Vers la gestion durable du parc national de la Rusizi

@rib News, 10/04/2012 â€“ Source XinhuaL'Association burundaise pour la protection des oiseaux (ABO), en collaboration avec le ministÃ¨re burundais de l'Environnement, a organisÃ© mardi Ã Bujumbura une rÃ©union sur la gestion durable de la plaine de la Rusizi (Ouest) dans le cadre du projet Â«Â implication des pÃªcheurs dans la conservation du parc de la RusiziÂ Â», financÃ© par le Fonds FranÃ§ais pour l'Environnement Mondial (FFEM).L'assistant du ministre burundais de l'Environnement, DÃ©o Babonwanayo a fait remarquer aux participants que le parc de la Rusizi Â«Â est en continuelle dÃ©gradationÂ Â» malgrÃ© des efforts du gouvernement dans la conservation des aires protÃ©gÃ©es en gÃ©nÃ©ral et du par Rusizi.
Il a notamment dÃ©plorÃ© la surexploitation du faux palmier, sable, l'exploitation illicite des roseaux, de la terre salÃ©e, du bois de chauffage, la surpÃªche, l'installation des cultures, les constructions illÃ©gales et anarchiques, la divagation du bÃ©tail.Pourtant, a fait savoir M. Babonwanayo, le parc national de la Rusizi abrite une partie de la biodiversitÃ© la plus exceptionnelle de la planÃ¨te, joue un rÃ´le important dans la rÃ©gulation du cycle de l'eau, et en matiÃ¨re d'attÃ©nuation des changements climatiques.BenoÃ®t Nzigidahera, spÃ©cialiste en environnement a notÃ© que le dÃ©cret de 2000 qui a amputÃ© une superficie de plus de 5.000 hectares de cette aire protÃ©gÃ©e qui couvrait 13.000 hectares, ne visait qu'Ã chercher des terres Ã distribuer Ã certaines gens alors qu'elle constituait une zone Ã conserver.A partir de l'annÃ©e 2000, a-t-il rappelÃ©, la rÃ©serve de la Rusizi crÃ©Ã©e en 1980, a Ã©tÃ© suffisamment envahie avec lâ€™installation des villages, l'abattage du faux p la culture du coton,(qui couvre 400 hectares), de la canne Ã sucre(cultivÃ© sur 1500 hectares), du riz, l'amÃ©nagement d'un cimetiÃ¨re qui ne fait que s'agrandir.Il estime en substance que ce parc de la Rusizi, rÃ©gi par le dÃ©cret de novembre dernier, portant modification de certaines dispositions de celui de 2000, qui va s'Ã©tendre sur 9.000 hectares, "n'existe que sur papier".Le prÃ©sident de l'ABO, Laurent Ntahuga, a quant Ã lui indiquÃ© qu'un rapport rÃ©cent du secrÃ©tariat de la convention sur la diversitÃ© biologique (CDB) montre que le monde a manquÃ© du pari de la rÃ©duction significative du taux de la dÃ©gradation de la biodiversitÃ©, qui avait Ã©tÃ© fixÃ© en 2010.A l'Ã©chelle mondiale, cet Ã©chec trouve ses causes da pays en voie de dÃ©veloppement, dans lesquels les pÃ©rils de la biodiversitÃ© couplÃ©s Ã la radicalisation du phÃ©nomÃ¨ne pauvretÃ©, s'intensifie de maniÃ¨re alarmante, malgrÃ© les efforts nationaux et internationaux pour contrer cette situation.